

Nous rejetons le traité européen

Les salariés ont permis par leur vote le changement de majorité et de président.

Leur volonté de changement ne doit pas se rompre sur la digue des dogmes libéraux européens. Les politiques mises en œuvre au nom de la réduction du « coût du travail » génèrent partout régressions sociales et démocratiques.

Déjà, les peuples grec et portugais, sous la coupe de la Troïka, en font la révoltante expérience.

Ces choix inspirés par le grand patronat ont conduit, en France, à plus de 3 millions de chômeurs, 6 millions de salariés en sous emplois et en situation de précarité, 8 millions de salariés vivant en dessous du seuil de pauvreté.

La CGT, par son expression, sa forte implication dans les luttes, a favorisé le départ de la droite pour la mise en œuvre d'une politique tournée vers le progrès, la justice sociale, la mise en échec des prédateurs. C'est pourquoi, elle décide aujourd'hui de s'engager pour combattre ce qui lui apparaît contraire aux intérêts des salariés et du pays.

Force est de constater, après les déclarations du Président de la République, qu'il est plus sensible aux revendications du MEDEF, du FMI, de la BCE et de l'Union Européenne qu'au besoin de justice sociale qu'expriment ceux qui lui ont permis d'accéder au pouvoir.

Lorsque le berger s'allie avec les loups, les moutons doivent réagir.

Le traité européen construit par Sarkozy et non véritablement modifié depuis conduira les salariés vers de massifs reculs sociaux et au-delà à des reculs démocratiques pour les peuples par l'adoption de règles remettant en cause la souveraineté des Etats.

La CGT est opposée à la ratification de ce traité, quelle qu'en soit la forme. Si ce traité dont aucun organe de presse si soucieux de « nous dire l'information » n'a publié le texte, avait été en vigueur, le gouvernement Français n'aurait pas pu faire adopter la mesure sur le départ à la retraite à 60 ans des salariés ayant effectué des carrières longues. Vu la situation financière de la France, les instances européennes auraient jugé contraire au traité cette mesure compte tenu du niveau du déficit public.

La bataille revendicative et la négociation sociale seraient encore plus difficiles. En cas d'adoption de ce traité, les instances européennes pourraient mettre en cause les résultats de la négociation sociale. C'est la douloureuse expérience déjà vécue par les salariés grecs, espagnols, italiens.

Le traité propose d'encadrer les négociations salariales en les limitant par exemple à l'évolution de la productivité, alors que la pression salariale est une des causes de la récession.

Il faut définitivement rompre avec les politiques de mise en concurrence entre les différents Etats où la pratique du dumping social et fiscal affaiblit l'ensemble des salariés et des économies.

L'Europe est un continent où les richesses sont nombreuses. Elles sont le fruit du travail des femmes et des hommes. Il est urgent d'imposer une autre répartition de ces richesses au profit des privés d'emploi, des salariés, des retraités.

La Confédération Européenne des Syndicats est elle-même opposée à la ratification de ce traité. C'est la première fois que la CES s'oppose à un traité européen. C'est le signe de la gravité des menaces qui pèsent sur les salariés et les peuples.

L'austérité mène à l'appauvrissement des salariés et des retraités et empêche toute reprise de la croissance. Les droits sociaux fondamentaux doivent avoir la priorité sur les libertés économiques.

Ce traité sanctuariserait les politiques d'austérité. Or, ces politiques, nous le voyons dans les pays où elles sont déjà à l'œuvre, ne font qu'aggraver la régression sociale qui entretient durablement la récession économique.

Contre ce traité scélérat et liberticide, contre l'austérité ; pour une véritable renégociation du traité sur des bases de progrès social et de « dressage » des institutions financières au profit du développement du pays et du bien-être de la population ; la CGT FAPT ÎLE DE FRANCE appelle les salariés-es, la population, à participer à tous les rendez-vous de lutte et d'initiatives pour populariser cette voie.



**SIGNEZ LA PETITION
ADRESSEE AUX
PARLEMENTAIRES
POUR QU'ILS NE
TRAHISSENT PAS
LEURS ENGAGEMENTS
DE JUSTICE SOCIALE**

(VOIR AU VERSO)

**NON
à la récession,
NON
à la règle d'or
NON
au traité
d'austérité
OUI
à l'Europe
Sociale**

**le 30 septembre
tous à la manif**

Nation vers Place d'Italie, à 13h30

